

SUCRE

Situation du marché

Les prix internationaux du sucre ont chuté de plus de 30 % en 2014. La perspective d'un déficit de la production mondiale de sucre par rapport à la demande a fait monter les prix au début de la campagne en cours, mais, compte tenu du niveau toujours confortable des stocks, la hausse des prix ne devrait guère dépasser 2 % en moyenne durant la campagne 2015 (pour une définition de la campagne, se référer au glossaire).

De fait, la croissance de la production a marqué le pas depuis 2013, et la production mondiale de sucre devrait diminuer d'environ 5 Mt en 2015. Sachant que la consommation mondiale ne cesse d'augmenter, la phase excédentaire devrait prendre fin. Selon les prévisions, la production de sucre devrait progresser au Brésil (premier producteur et exportateur), en Australie, dans la Fédération de Russie et en Thaïlande, mais deux grands producteurs, l'Inde et l'Union européenne, enregistreront un recul. Après quatre années de reconstitution des stocks mondiaux, le ratio stocks/consommation devrait commencer à s'infléchir au début de la période des projections 2016-25.

Principaux éléments des projections

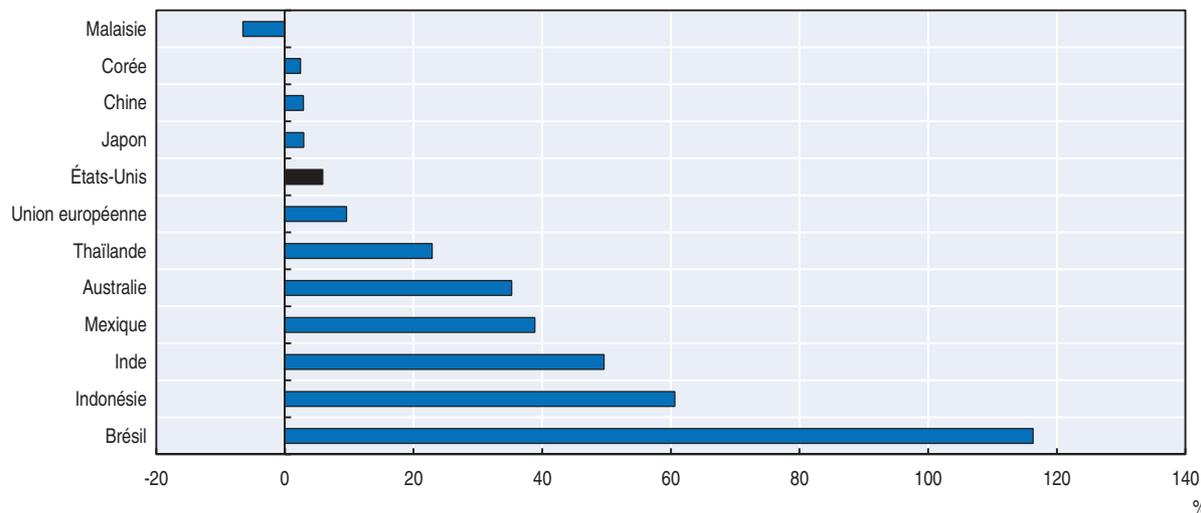
Le maintien des mesures de politique intérieure et les perspectives de production de canne à sucre du Brésil continueront d'influencer largement le marché du sucre à moyen terme. Les prix mondiaux du sucre libellés en dollars des États-Unis ne devraient guère augmenter, la production devant permettre de répondre à la demande mondiale qui continue d'augmenter en dépit des recommandations de l'OMS, qui préconise de ramener l'apport en sucres libres à moins de 10 % de la ration énergétique journalière totale.

S'agissant des hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent les *Perspectives*, les taux de change font partie des facteurs clés conditionnant le marché du sucre. Pendant la période des projections, le dollar des États-Unis devrait s'apprécier par rapport à la majorité des monnaies, ce qui renforcera la compétitivité des principaux exportateurs de sucre sur le marché mondial, en particulier celle du Brésil. À l'inverse, quelques pays déficitaires situés principalement en Asie (Chine, Corée, Japon, Malaisie) bénéficieront de l'affermissement de leurs taux de change par rapport au dollar des États-Unis, ce qui rendra leurs importations moins coûteuses en monnaie locale.

Avec le retour à une situation déficitaire, les cours mondiaux du sucre ne devraient que légèrement augmenter au cours des deux prochaines saisons, en raison du niveau élevé des stocks et des faibles prix du pétrole. Ils devraient ensuite connaître une hausse modérée. Selon les projections, en termes nominaux, le cours international du sucre brut (Intercontinental Exchange, contrat n° 11 à l'échéance la plus proche) s'élèvera à 342 USD/t (15.5 cts/lb) en 2025 tandis que le prix mondial du sucre blanc (Euronext Liffe contrat n° 407, Londres) atteindra 425 USD/t (19.2 cts/lb) en 2025. La surcote du sucre blanc (différence entre les prix du sucre blanc et du sucre brut) devrait accuser une baisse temporaire en 2017 en raison du fléchissement des importations de sucre brut de l'Union européenne, suite à la suppression des contingents, avant de revenir à un niveau proche de 83 USD/t en fin de période.

Graphique 3.3. Variation des prix mondiaux nominaux du sucre libellés en différentes monnaies nationales

2025 vs. 2013-15



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386185>

De nombreux pays développés et en développement continueront d'appliquer des mesures de soutien interne dans le sous-secteur du sucre, notamment des tarifs d'importation élevés, des contingents tarifaires et des prix de soutien minimums. Ces mesures continueront de générer des distorsions et contribueront à la volatilité relativement marquée des marchés. De nouvelles mesures entraîneront toutefois une certaine libéralisation du marché du sucre, notamment la suppression des quotas dans l'Union européenne en 2017 et la libéralisation des échanges de sucre sur le marché libre en Inde.

Au Brésil, le secteur sucrier a été confronté pendant plusieurs années à des problèmes financiers, mais bénéficiera de la faiblesse du real brésilien. Les politiques gouvernementales continueront de soutenir la production d'éthanol à partir de canne à sucre, mais la proportion de canne à sucre consacrée à la production d'éthanol devrait légèrement baisser pendant la période considérée pour tomber à 57 %. Cela libérera du sucre sur les marchés intérieur et d'exportation. Au plan mondial, la part de la production de canne à sucre affectée à la production d'éthanol augmentera, passant d'environ 20,7 % pendant la période de référence à 22,3 % en 2025.

La production mondiale de sucre, en dépit de la baisse prévue pour la campagne prochaine dans certains pays producteurs, devrait enregistrer une hausse durant la décennie, nourrie par la croissance de la demande et la réduction des stocks. Au cours de cette période, la production devrait croître au rythme de 2,1 % par an en moyenne pour atteindre 210 Mt en 2025, soit quelque 39 Mt de plus que pendant la période de référence (2013-15). La production supplémentaire proviendra en majeure partie de pays producteurs de canne à sucre et non de betterave sucrière ; la croissance de la production sera principalement à mettre au compte de l'accroissement de la superficie exploitée, notamment au Brésil, même si une amélioration des rendements des cultures sucrières et du raffinage est prévue dans d'autres pays producteurs (Inde et Thaïlande).

La croissance anticipée de la demande mondiale de sucre pour les dix années à venir est plus régulière que celle de la production et s'établit à 2 % par an, ce qui ramène le ratio stocks/consommation, qui était de 45 % pendant la période de référence, à 39 % en 2025. Cependant, la croissance de la demande est inégale selon les régions puisqu'elle est presque nulle dans les pays développés dont les marchés sont à maturité alors que les perspectives s'améliorent dans les pays en développement, en particulier en Afrique et en Asie. Dans les pays en développement où le sucre représente une large part des apports caloriques, les habitudes de consommation ne devraient connaître aucun changement notable, le sucre étant une denrée énergétique peu coûteuse et facile d'accès, dont le transport et le stockage ne présentent pas de difficultés.

Compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale, les exportations de sucre devraient évoluer à la hausse dans les pays qui ont récemment modernisé leur sous-secteur sucrier (Australie, Union européenne et Thaïlande, notamment). Le Brésil restera le principal producteur et exportateur, mais perdra des parts de marché au début de la période considérée, la production d'éthanol à base de canne à sucre y étant plus rentable à court terme. Le taux de change favorable devrait encourager l'investissement. Dans l'ensemble, la part des exportations de sucre du Brésil dans le total mondial devrait reculer au début de la période de projection avant de revenir à un niveau proche de celui de la période de référence (41 %). Les importations resteront par ailleurs diversifiées et répondront principalement à la demande émanant d'Afrique et d'Asie.

Les interactions entre le marché du sucre et les autres secteurs, notamment ceux des aliments du bétail, des biocarburants et d'autres édulcorants caloriques (comme l'isoglucose), auront des effets en retour à moyen terme. Compte tenu des politiques en place et des coûts fixes élevés, le secteur du sucre devrait par ailleurs demeurer volatil. Tout choc externe sur l'un des marchés connexes, ou sur les hypothèses exogènes, pourrait en outre modifier les résultats examinés dans le présent rapport.

Le chapitre détaillé du sucre est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-9-fr

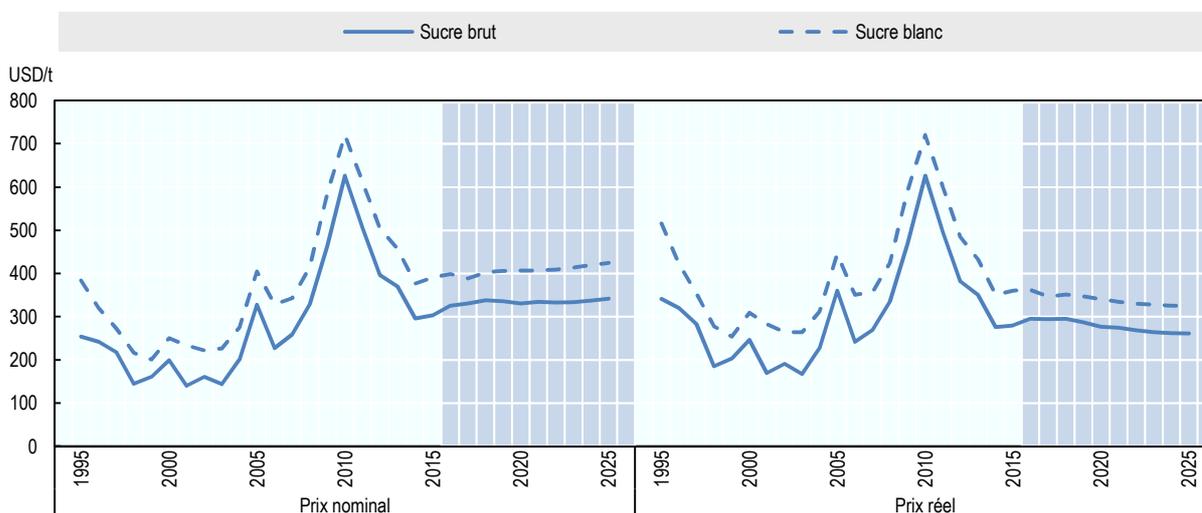
SUCRE

Prix

Les prix mondiaux du sucre sont faibles au début de la période couverte par les *Perspectives* et devraient le rester à court terme avant de connaître une croissance modérée les années suivantes. En 2025, ils seront plus élevés que durant la période de référence 2013-2015 en termes nominaux, mais plus faibles en termes réels. Le prix nominal mondial du sucre brut est estimé à 342 USD/t (15.5 cts/lb) et celui du sucre blanc à 425 USD/t (19.2 cts/lb) en 2025. La surcote du sucre blanc, bien qu'elle soit actuellement en progression sous l'effet de l'accroissement de la demande à l'importation du Myanmar et du Soudan, devrait se contracter en 2017, la suppression du contingent de sucre de l'Union européenne permettant de nouvelles exportations de sucre blanc sur le marché mondial. Les pressions à la baisse ainsi exercées sur les prix encourageront les producteurs à privilégier les exportations de sucre brut plutôt que de sucre blanc, ce qui aura pour effet de stabiliser la surcote à la fin de la période considérée (83 USD/t contre 85 USD/t pendant la période de référence).

La volatilité des prix du sucre devrait se tasser durant la période étudiée, du fait principalement des faibles coûts de production et de la nouvelle politique du sucre de l'Inde mise en œuvre en 2013. L'Inde est le premier consommateur et le second producteur mondial de sucre, mais a souffert de déficits cycliques qui l'ont contraint d'importer pour répondre à la demande. A l'heure actuelle, toutefois, les producteurs indiens de canne à sucre bénéficient d'un niveau de prix garanti équitable et rémunérateur. Cela contribue à réguler la production de canne à sucre et à maintenir un meilleur équilibre sur le marché¹.

Graphique 3.3.1. Prix mondiaux du sucre



Note : Contrat Intercontinental Exchange n° 11, prix à terme à l'échéance la plus proche; prix du sucre raffiné, marché de l'Euronext, Liffe, contrats futurs No. 407, Londres. Les prix du sucre en termes réels sont les prix nominaux déflatés par le déflateur du PIB des États-Unis (2010 = 1).

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386355>

Production

Après cinq années d'augmentation, un déficit de production a été enregistré en 2015. La production de sucre a certes progressé au Brésil et dans d'autres pays producteurs moins importants, tels que la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud et l'Australie, mais cette tendance n'a pas suffi à compenser le recul enregistré en Europe et dans certains pays asiatiques clés. Durant la période considérée, les stocks devraient diminuer et rester bas pendant plusieurs années. Le Brésil, premier producteur et fournisseur de sucre, continuera de jouer un rôle déterminant sur les marchés mondiaux, mais l'utilisation de la canne à sucre, pour produire de l'éthanol ou du sucre, continuera de réagir à la concurrence entre les prix relatifs sur le marché mondial du sucre et sur le marché largement national de l'éthanol.

La production mondiale de sucre devrait augmenter de 2.1 % par an pour atteindre 210 Mt en 2025, ce qui correspond à une hausse de près de 39 Mt, soit 19 % de plus que pendant la période de référence. Elle devrait croître plus rapidement dans les pays en développement qui compteront pour 79 % de la production mondiale de sucre en 2025, contre 77 % pendant la période de référence. L'Asie-Pacifique et l'Amérique latine-Caraïbes sont les régions en développement qui assurent la plus grande part de la production : elles devraient réaliser respectivement 40 % et 33 % de la production mondiale en 2025, contre 38 % et 34 % durant la période de référence. La croissance de la production de sucre devrait progresser de 2.4 % par an jusqu'en 2025, contre 2.2 % par an durant la précédente décennie en Asie, et de 2.4 % par an contre 2.1 % en Amérique latine. Cette expansion devrait résulter principalement de l'accélération de la production en Inde, en Thaïlande, au Pakistan et en Amérique latine. L'Afrique devrait produire 49 % de sucre supplémentaire d'ici à fin 2025, grâce aux pays d'Afrique subsaharienne. Dans les pays développés, la production devrait croître bien plus lentement que dans les pays en développement (respectivement de 0.83 % par an et 2.51 % par an) au cours de la prochaine décennie. L'Australie affichera le meilleur chiffre, avec 1.7 % par an en moyenne, suivie des États-Unis et de l'Union européenne, où le taux de croissance sera de 0.6 % par an (graphique 3.3.2).

La canne à sucre devrait représenter environ 86 % de la production sucrière au cours des dix prochaines années, même si une hausse de la production de betterave à sucre est prévue dans la Fédération de Russie, en Égypte, en Ukraine, et dans l'Union européenne après la suppression des quotas en 2017. Dans les pays producteurs de canne et de betterave à sucre, l'augmentation prévue de la production résulte de l'amélioration des rendements et de l'expansion des zones cultivées ; en Union européenne, elle est aussi à mettre au compte de l'allongement de la période de découpe de betteraves. La part de la canne à sucre affectée à la fabrication d'éthanol continuera de progresser ; en 2025, 22 % de la production devrait servir à fabriquer de l'éthanol (contre 21 % durant la période de référence). En revanche, la part de la production de betterave affectée à la production d'éthanol (5 %) va légèrement reculer pour s'établir à 3 %.

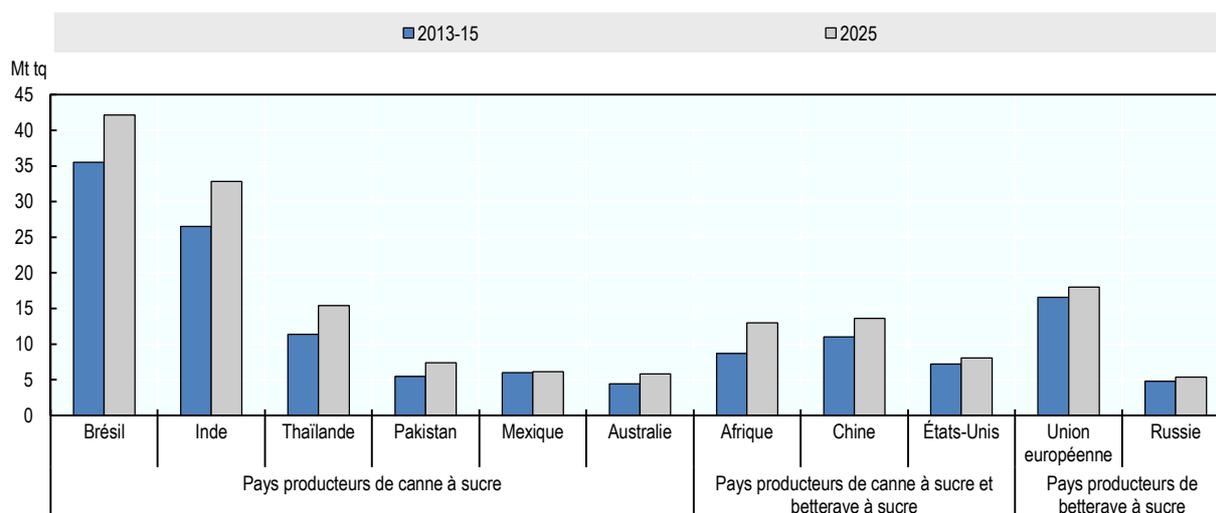
Le Brésil conservera sa position de leader sur le marché du sucre en dépit du haut niveau d'endettement du secteur au début de la période considérée, qui devrait durer pendant plusieurs années, résultat de difficultés liées aux mauvaises conditions météorologiques et aux conditions économiques (creusement de la dette extérieure libellée en dollars des États-Unis, sous l'effet de la mécanisation, la hausse du coût de la main-d'œuvre et l'accès limité au crédit). Les faillites se sont multipliées, les sucreries étant de plus en plus endettées dans un contexte de baisse des bénéfices. Soutenue par le gouvernement brésilien, la production d'éthanol hydraté, qui est plus rémunératrice à court terme, est devenue depuis 2012 plus rentable que celle de sucre. Cependant, en dépit du taux de change favorable, la création de nouvelles plantations et les investissements dans le secteur du sucre resteront insuffisants pendant deux campagnes. Si l'on tient compte de la dépréciation de la monnaie et en supposant le maintien de la politique fiscale sur les carburants et l'absence de chocs météorologiques, la production devrait renouer après 2021 avec les niveaux antérieurs élevés et atteindre 42 Mt à la fin de la période considérée.

En Asie, les trois plus gros producteurs de sucre sont l'Inde, la Thaïlande et la République populaire de Chine (ci-après dénommée « la Chine »). En Inde, premier pays producteur de la région, la croissance de la production de canne à sucre devrait être tirée par la politique gouvernementale visant le sucre et l'éthanol. La récente réforme de la politique sucrière offre une plus grande sécurité aux producteurs en termes de prix et élimine les obstacles à la commercialisation dont pâtissent les sucreries. Les mesures prises dernièrement pour soutenir l'éthanol créent de nouvelles incitations qui stimulent la production de canne à sucre et le

développement des capacités de transformation. La production de sucre de l'Inde devrait s'établir à 32.8 Mt en 2025, soit près de 23.6% au-dessus du niveau de la période de base 2013-15.

La Thaïlande a produit de grandes quantités de canne à sucre après le pic de production atteint en 2010 et est devenu en 2014 le second producteur de sucre de la région en dépit de la sécheresse qui a affecté les rendements en 2015. À supposer que les conditions météorologiques soient normales, la Thaïlande devrait conserver sa position sur le marché même si, à moyen terme, il est prévu que la croissance de la production marque le pas par rapport aux dernières années. Au demeurant, à mesure que la culture de la canne à sucre s'étend vers des zones moins propices à la production, les rendements deviennent plus volatils, les coûts de main-d'œuvre augmentent et la mécanisation est freinée par la petite taille des exploitations. En Chine, contrairement à ce qui se passe en Inde et en Thaïlande, les agriculteurs ont la possibilité de s'orienter vers différentes cultures selon leur rentabilité. Les prix du sucre importé sont devenus concurrentiels, le secteur sucrier chinois se trouvant pénalisé par les coûts de main-d'œuvre élevés, la petite taille des exploitations et la faible productivité. Des importations massives de canne à sucre ont ainsi été opérées. Un nouveau plan de production et de développement (2015-2020) a été mis en place dans les principales zones de production de canne à sucre pour donner un nouvel élan au secteur. La production de sucre de la Chine devrait augmenter de 24 % pendant la période considérée pour atteindre 13.6 Mt, principalement grâce à l'amélioration des rendements des cultures de canne et de betterave à sucre.

Graphique 3.3.2. Production de sucre par type de culture



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386365>

En Afrique, la production de sucre devrait augmenter de 4 % par an d'ici à 2025 à la faveur du développement continu des capacités de production des exploitations et des entreprises de transformation, principalement dans les pays d'Afrique subsaharienne. Cette hausse s'explique par une forte demande intérieure de sucre, mais aussi par les débouchés commerciaux offerts notamment grâce à l'accord de partenariat économique (EPA) et par l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA) de l'Union européenne. Toutefois, la levée du quota sucrier dans l'Union européenne, qui implique un rapprochement entre les prix de l'UE et les prix mondiaux, devrait avoir des conséquences négatives pour les exportations des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) dont les coûts de production sont importants et qui bénéficiaient du prix plus élevé de l'UE. La production de sucre de l'Afrique du Sud s'est affermie pendant la période de référence mais à un rythme modéré (inférieur à 1 % par an). Il faut s'attendre à ce que cette situation se prolonge à moyen terme, avec un relèvement du prix minimal à l'importation, l'Afrique du Sud considérant le sous-secteur du sucre comme un élément clé du développement rural.

Les évolutions dans les pays développés devraient être plus tempérées que dans les pays en développement. De fortes hausses sont observées en Australie, en Europe et aux États-Unis, sous l'effet, dans ce dernier pays, de la politique gouvernementale (voir ci-dessous). L'Australie, dont le marché est orienté vers l'exportation, bénéficiera des efforts déployés récemment par les grands groupes sucriers pour accroître les plantations de canne et les rendements de sucre, ainsi que du taux de change de l'AUD supposé faible par rapport au dollar des États-Unis. Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales, la production australienne de sucre devrait s'apprécier de 1.7 % par an pour atteindre 5.8 Mt en 2025.

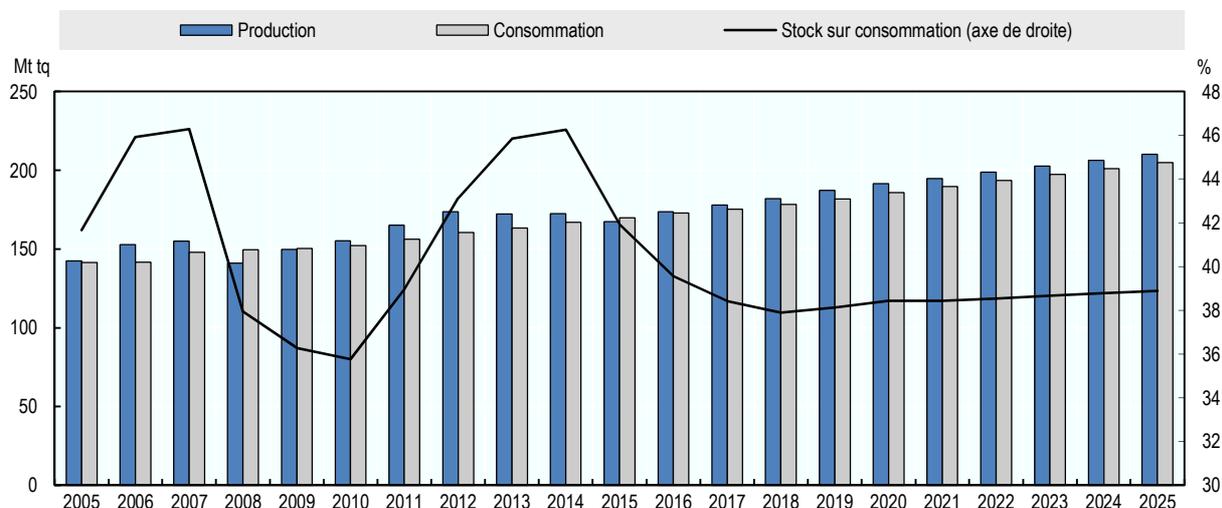
L'Union européenne est le premier producteur de sucre parmi les pays développés et connaîtra d'importantes réformes. Après le 1er octobre 2017, les quotas et les prix garantis pour le sucre et l'isoglucose seront supprimés et le marché n'obéira plus qu'à ses fondamentaux, ce qui entraînera un meilleur alignement des prix intérieurs et des prix mondiaux. Le prix de marché du sucre raffiné devrait chuter, de 503 USD/t pendant la période de référence, à 401 USD/t en 2025. La betterave sucrière sera en concurrence avec d'autres cultures, et les sucreries pourront la transformer en différents produits, alimentaires et non alimentaires, sans différence de prix. La pression de la concurrence sur le marché mondial devrait conduire certains producteurs à développer leur production en augmentant les rendements et en allongeant la campagne. Cette situation devrait entraîner une très modeste progression de la production de sucre de l'UE (0.6 % par an), qui ne retrouvera jamais les niveaux observés avant les réformes sucrières de 2006. La production d'isoglucose devrait décoller dès 2017 et ce produit devrait concurrencer le sucre, surtout dans les zones de l'UE déficitaires en sucre.

Aux États-Unis, deuxième producteur de sucre parmi les pays développés, la production reste fortement tributaire des politiques publiques. Le marché du sucre continuant de bénéficier de l'application de mesures de soutien interne, de contingents tarifaires et d'accords régionaux, les prix intérieurs devraient rester supérieurs de 75 % aux prix du marché mondial. La production est encadrée par la Société de financement de l'agriculture (CCC) du ministère de l'Agriculture au moyen de quotas de commercialisation qui incitent les sucriers à accroître leur production pour couvrir jusqu'à 85 % de la consommation totale chaque année. En échange, les producteurs de sucre peuvent recevoir un prix plancher (taux de prêt) et céder leur production au lieu de rembourser leur prêt s'ils prévoient des prix inférieurs à ce taux. Pour protéger les prix, depuis novembre 2015², les quantités de sucre mexicain entrant sur le marché américain dans le cadre de l'ALENA sont limitées pour correspondre à des « besoins américains » définis (accord sur les droits compensateurs et antidumping). Sur la période de projections, la production de sucre des États-Unis devrait progresser de 0.6 % par an, pour atteindre 8 Mt en 2025 et le Mexique devrait continuer d'exporter une partie de sa production de sucre vers le marché américain, plus rémunérateur. En contrepartie, une partie de la production d'isoglucose des États-Unis devrait compenser le déficit prévu sur le marché mexicain des édulcorants.

La Fédération de Russie, qui vise l'autosuffisance en sucre, a poursuivi ses efforts de modernisation de son industrie sucrière qui est protégée par d'importantes barrières douanières. Les producteurs de betterave sucrière affichant de bons résultats sont désormais presque tous intégrés verticalement et moins enclins à s'orienter vers d'autres cultures. En dépit de la hausse anticipée du coût des intrants et des taux d'intérêt élevés, l'accroissement de la production de betterave à sucre russe devrait contribuer à stabiliser le déficit de ce produit ces dix prochaines années, la production avoisinant 5.4 Mt en 2025. En Ukraine, la production de sucre devrait se redresser quelque peu à la faveur de l'amélioration prévue du climat économique et de la baisse du coût des intrants.

Compte tenu, en début de période, du recul des prix mondiaux et de la reconstitution des stocks dans un certain nombre de pays, plusieurs grands pays, notamment la Chine, devraient mettre sur le marché une partie des stocks de sucre considérables dont ils disposent durant la période couverte par les prévisions. Pendant les dix années considérées, la moyenne du ratio stocks/consommation devrait être inférieure à celle de la précédente décennie, s'établissant à 38.6 % contre 41.8 %.

Graphique 3.3.3. Production, consommation et ratio stocks/consommation de sucre



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386376>

Consommation

Moins fluctuante que la production, la consommation mondiale de sucre devrait s'accroître d'environ 2 % par an, c'est-à-dire à un rythme légèrement plus soutenu que la décennie précédente, pour atteindre 205 Mt en 2025. Bien que la surconsommation de sucre suscite des préoccupations croissantes, le niveau moyen de consommation par habitant devrait augmenter à l'échelle mondiale. Enfin, la demande mondiale de sucre sera aussi influencée par le retour de la croissance économique dans le monde et par le léger ralentissement de la croissance démographique.

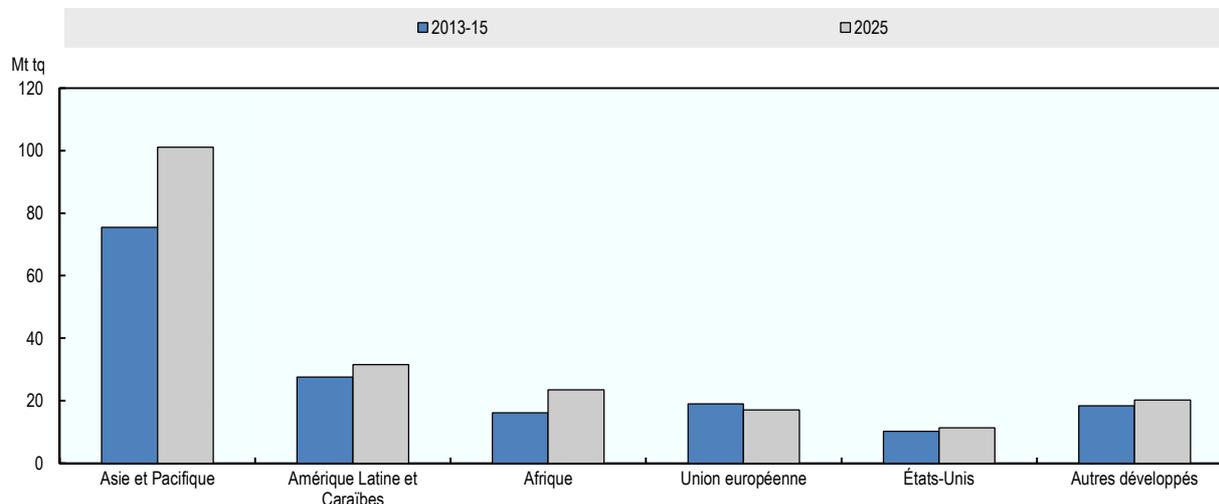
Dans les pays en développement, la demande continuera de progresser rapidement, alimentée par l'augmentation des revenus, l'urbanisation et la croissance démographique, même si les variations sont considérables d'un pays à l'autre (graphique 3.3.4). La consommation de sucre par habitant dans l'Afrique urbaine et en Asie est historiquement faible et la marge de progression reste donc importante par rapport à d'autres régions.

Les régions déficitaires en sucre que sont l'Asie-Pacifique et l'Afrique sont celles qui connaîtront l'augmentation la plus conséquente (68 % et 19 % respectivement). En Asie, l'Inde, et après elle la Chine et l'Indonésie, devraient connaître la plus forte hausse de la consommation. En Indonésie, la consommation devrait progresser plus vite que la moyenne mondiale, en raison de la hausse des revenus par habitant et du développement du secteur agroalimentaire. Les pouvoirs publics ont favorisé d'importants investissements dans les exploitations et les usines de transformation, le but étant de parvenir à l'autosuffisance et bien que le soutien apporté ait stimulé la production nationale de sucre, celle-ci ne suffira pas à répondre à la demande intérieure et des importations massives seront nécessaires. En ce qui concerne la consommation par habitant, c'est au Bangladesh, en Indonésie et en Thaïlande que l'on prévoit l'accroissement le plus important. En Afrique, la consommation prévue, en niveau et par habitant, affichera la plus forte hausse en Afrique subsaharienne.

En revanche, dans les pays développés affichant les plus hauts niveaux de consommation, la consommation par habitant devrait reculer, du fait d'un marché déjà mature ou saturé. Le ralentissement de la croissance démographique, l'évolution vers un régime alimentaire plus sain et les engagements nutritionnels pris par les multinationales de ces pays continueront à produire leurs effets. Une envolée de la demande est cependant prévue dans la Fédération de Russie et en

Ukraine où le sucre sera considéré comme un produit de première nécessité tant que la croissance économique piétinera.

Graphique 3.3.4. Demande de sucre des grands pays et régions



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386383>

Compte tenu de la compétitivité de l'isoglucose pour la production de boissons sucrées non alcoolisées, la consommation de ce produit devrait augmenter deux fois plus vite au cours des dix prochaines années, au rythme de 1.5 % par an contre 0.8 % par an pendant la précédente décennie. Elle devrait croître de 17 %, soit 2.2 Mt, d'ici à 2025. Plus des deux-tiers de cette augmentation interviendra dans l'Union européenne où les disponibilités en isoglucose devraient monter en flèche après la suppression du quota. La consommation devrait aussi progresser en Chine et au Mexique. Compte tenu de l'évolution des modalités des échanges de sucre entre le Mexique et les États-Unis, la part de l'isoglucose dans la demande d'édulcorants devrait passer de 25 % durant la période de référence à 29 % en 2025. Enfin, la demande des États-Unis, principal pays producteur, continuera de lentement s'infléchir.

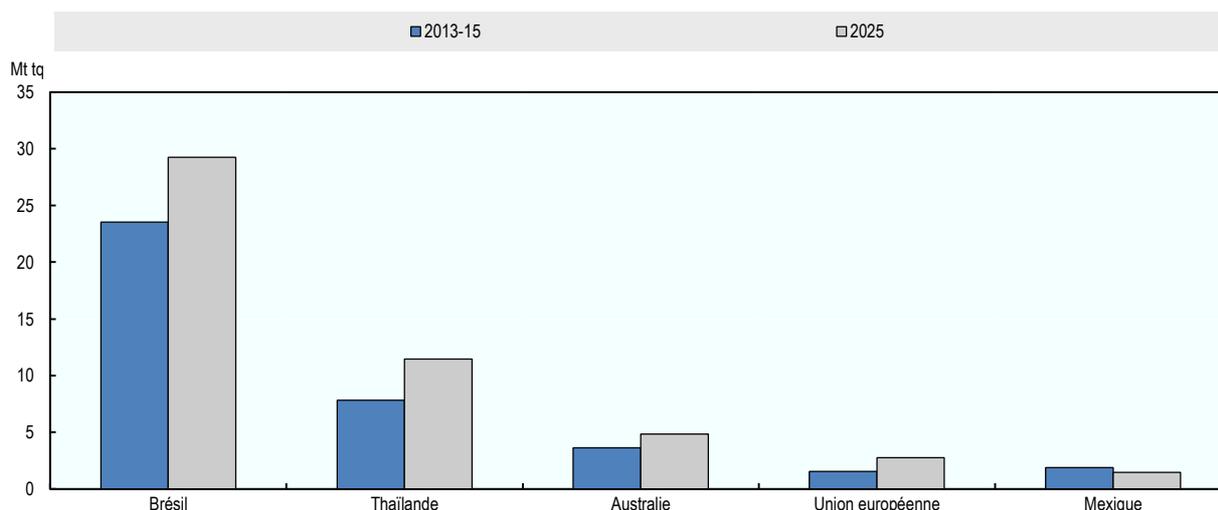
La consommation de sucre par habitant est en hausse depuis plusieurs années, ce qui suscite des préoccupations quant à ce que cela implique pour la santé humaine. En mars 2015, l'OMS a formulé des recommandations préconisant de ramener l'apport en sucres libres à moins de 10% de la ration énergétique totale chez l'adulte et l'enfant pour favoriser la lutte contre les risques d'obésité et de caries dentaires. Les effets de l'application de ces recommandations sur les marchés agricoles ne sont pas pris en compte dans les présentes *Perspectives*, mais ils pourraient être importants (encadré 3.1.1). Certains pays ont déjà essayé d'imposer des taxes pour limiter les apports de sucre. Par exemple, le Mexique a appliqué une taxe de 8 % par litre en 2014 pour lutter contre l'obésité due à la surconsommation de boissons sucrées (il est tenu compte de cette mesure dans les présentes *Perspectives*). Durant la période considérée, une hausse de 0.3 % par an de la consommation d'édulcorants par habitant est prévue.

Échanges

Au cours de la prochaine décennie, les exportations de sucre devraient rester très concentrées (graphique 3.3.5). Selon les prévisions, le Brésil devrait conserver sa place de premier exportateur. En dépit de la crise que traverse actuellement le secteur, un real brésilien affaibli face au dollar des États-Unis devrait préserver sa compétitivité mais le rebond attendu ne devrait pas intervenir avant plusieurs années. Les exportations brésiliennes devraient décliner au début de la période couverte par les prévisions avant de regagner des parts de marché. En 2025, le pays aura grossi de

5.7 Mt ses exportations de sucre et devrait représenter environ 42 % des échanges mondiaux (41 % durant la période de référence). En Thaïlande, second exportateur mondial, les expéditions devraient progresser de 3.6 Mt (46 % par rapport à la période de référence), alimentées par une hausse continue de la production et des disponibilités à l'exportation. De même, le redressement de la production, stimulée par l'intensification de l'investissement dans l'irrigation, et l'accroissement des surfaces consacrées à la canne à sucre et des capacités de transformation, devrait doper les exportations australiennes à moyen terme.

Graphique 3.3.5. Exportations de sucre des grands pays et régions



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386398>

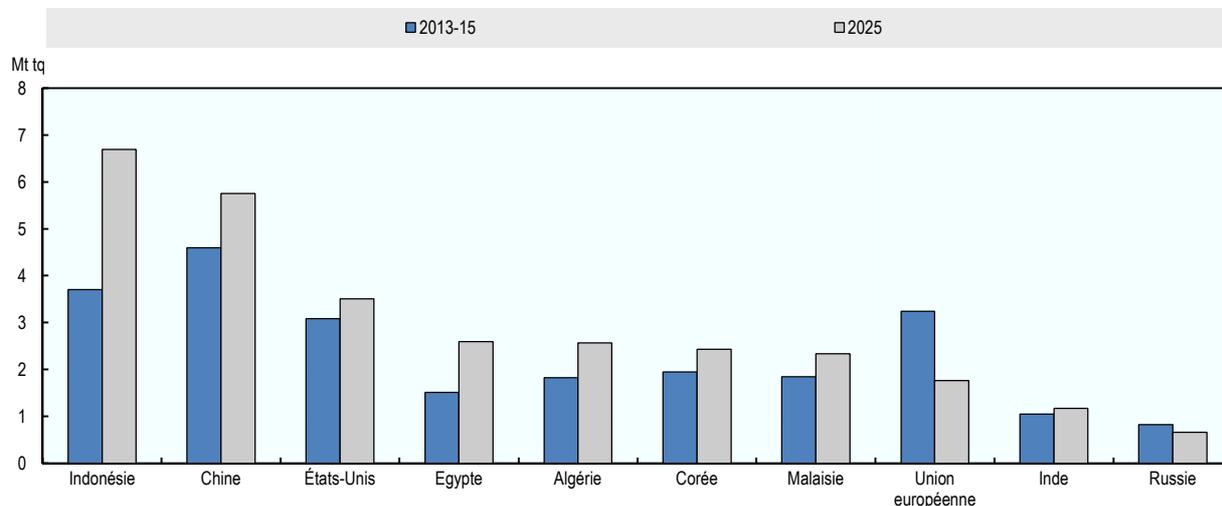
Dans l'Union européenne, l'augmentation de la production de sucre et d'isoglucose consécutive à la levée des quotas de sucre et d'isoglucose devrait stimuler les exportations de sucre blanc réputé de qualité supérieure (+ 80 %), même si son prix est plus élevé, et faire régresser les importations de sucre (- 46 %). Les échanges d'isoglucose de l'UE demeureront plutôt stables puisque la hausse de la production prévue après 2017 permettra de répondre à la demande intérieure. Par conséquent, l'Union européenne devrait perdre sa place de premier importateur de sucre, avec une baisse de 1.5 Mt de ses importations à l'horizon 2025 par rapport à la période de référence.

Les importations mondiales sont plus dispersées que les exportations car elles concernent davantage de pays. Selon les projections, l'Asie-Pacifique et l'Afrique connaîtront la plus forte montée de la demande de sucre, ce qui se traduira par une hausse de leurs importations (graphique 3.3.6). Au début de la période des prévisions, la Chine et l'Indonésie sont les principaux importateurs, après l'Union européenne, mais, sur l'ensemble de la période, l'Indonésie devrait se hisser au premier rang des pays importateurs.

Aux États-Unis, pays traditionnellement déficitaire, la politique intérieure, qui vise à maîtriser les volumes produits sur le territoire national et le niveau des importations, déterminera largement la donne. Compte tenu de la modicité des prix du sucre et du maïs pendant la période couverte par les prévisions, l'offre devrait être relativement restreinte. Dans ces conditions, le pays maintiendra ses importations contingentées en franchise de droits dans le cadre des accords de l'OMC et des ALE et ses importations du Mexique dans le cadre de l'ALENA. Ces dernières seront toutefois limitées par le calcul de la quantité de référence des besoins des États-Unis définis par les enquêtes sur les droits compensateurs concernant le sucre importé du Mexique, en date du 19 décembre 2014. Profitant du niveau plus élevé des prix du sucre aux États-Unis, le Mexique continuera d'exporter son sucre vers les États-Unis (1.6 Mt en 2025 contre 1.9 Mt pendant la période de référence) et importera de l'isoglucose des États-Unis (+60 % soit 600 kt) pour répondre à sa

demande de sucre. Les États-Unis, dont les importations de sucre devraient se chiffrer à 3.2 Mt par an en moyenne, se classeront au troisième rang des importateurs mondiaux en 2025.

Graphique 3.3.6. Importations de sucre des grands pays et régions



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386404>

Principales questions et incertitudes

En ce qui concerne l'environnement macroéconomique, les prix du pétrole brut et les conditions météorologiques constituent des problèmes et incertitudes qui conditionnent la plupart des produits de base. La production de sucre requiert d'importants investissements et dans plusieurs pays exportateurs (au Brésil, par exemple), une part considérable de la dette est en USD. En conséquence, les incertitudes concernant la rentabilité et la compétitivité des producteurs augmentent lorsque les prix mondiaux se maintiennent à des niveaux relativement bas. De plus, les stocks sont élevés à l'heure actuelle. Tout choc exercé sur l'une de ces variables serait source de fluctuations qui pourraient entraîner une substitution des zones cultivées et modifier l'affectation des cultures sucrières entre les diverses utilisations finales.

Une autre incertitude majeure à prendre en compte dans les présentes Perspectives est liée aux politiques sucrières des pays et à leur influence sur la performance du sous-secteur. Les projections indiquant à moyen terme une baisse des prix du sucre par rapport aux dernières années, il est fort probable que le rôle des politiques de soutien revienne sur le devant de la scène. De fait, de nouvelles mesures pourraient être prises pour limiter l'impact des faibles niveaux de prix sur les producteurs, ce qui modifierait les résultats du scénario de référence actuel. Bien qu'elles tiennent compte des nouvelles mesures prévues qui devraient induire une certaine libéralisation du marché du sucre, qu'il s'agisse de la suppression des quotas sucriers de l'UE en 2017 ou de la dérégulation des ventes de sucre sur le marché libre en Inde, les présentes Perspectives pourraient être modifiées en fonction des autres politiques encadrant le sous-secteur, notamment de celles qui faussent les échanges et entraînent des niveaux élevés de volatilité sur le marché.

Au Brésil, l'un des producteurs de sucre au meilleur coût, la quantité de canne à sucre utilisée pour produire de l'éthanol plutôt que du sucre constitue un autre élément d'incertitude. La proportion de canne à sucre destinée à la production d'éthanol dépend à la fois des prix relatifs entre l'essence et l'éthanol et du taux d'incorporation obligatoire fixé par le gouvernement. Compte tenu de la baisse des prix du pétrole et de l'inflation sur le marché intérieur, les pouvoirs publics pourraient décider de baisser le prix de l'essence afin de contenir les tensions

inflationnistes, comme ils l'ont fait par le passé. Une initiative de ce type se répercuterait, à n'en pas douter, sur la part de la canne à sucre consacrée à la production d'éthanol et, par conséquent, sur les volumes de sucre destinés à l'exportation.

Enfin, la ratification d'accords régionaux pourrait aussi avoir des répercussions sur la structure des échanges mondiaux de sucre. Par exemple, la mise en œuvre de l'accord de partenariat transpacifique (TPP)³ ferait des gagnants et des perdants. L'Australie, troisième exportateur de sucre mondial, pourrait accéder plus facilement au marché des États-Unis et ses exportations de sucre vers le Japon et la Malaisie bénéficieraient de droits moins élevés. La Malaisie, qui se situe au cinquième rang pour les importations, pourrait importer en franchise des pays fournisseurs de la zone (les fournisseurs comptent actuellement l'Australie mais pas le Mexique ni le Pérou), et le Japon pourrait importer en franchise du sucre brut pour raffinage de la zone du TPP. Toutefois, le Brésil et la Thaïlande, qui sont les deux premiers fournisseurs de sucre du monde et qui approvisionnent actuellement la zone du TPP, ne font pas parties de l'accord et pourraient pâtir des conséquences de sa mise en œuvre, même s'il se peut que la Thaïlande tire avantage de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC).

Encadré 3.3.1. Incidences potentielles des recommandations de l'OMS relatives aux apports en sucre sur les marchés des produits agricoles

Les recommandations de l'OMS, publiées en mars 2015, préconisent de ramener l'apport en sucres libres¹ à moins de 10% de la ration énergétique totale chez l'adulte et l'enfant, afin de lutter contre les effets nocifs d'une forte consommation de sucre : prise de poids, obésité, maladies non transmissibles et caries dentaires. Les incidences potentielles de ces recommandations relatives à la consommation de sucre sur les marchés agricoles ont été évaluées à l'aide du modèle Aglink-Cosimo.

Le scénario a évalué les effets d'une limitation de l'apport calorique correspondant à la consommation de sucre et d'isoglucose à 10 % de la ration calorique totale, en réduisant la demande prévue par habitant sur une période de cinq ans. Ce pourcentage est dépassé dans de nombreux pays, comme l'indique la *Base de données des Perspectives agricoles*. En 2015, il était supérieur à 16 % au Brésil, en Israël et en Malaisie et se situait entre 10 et 15 % en Amérique du Sud, en Corée, en Thaïlande et au Pakistan, dans les pays développés, en Afrique du Nord et au Soudan. Les pays affichant des chiffres inférieurs au seuil de 10 % se trouvent principalement en Asie (Inde, Indonésie, Chine...) et en Afrique subsaharienne.

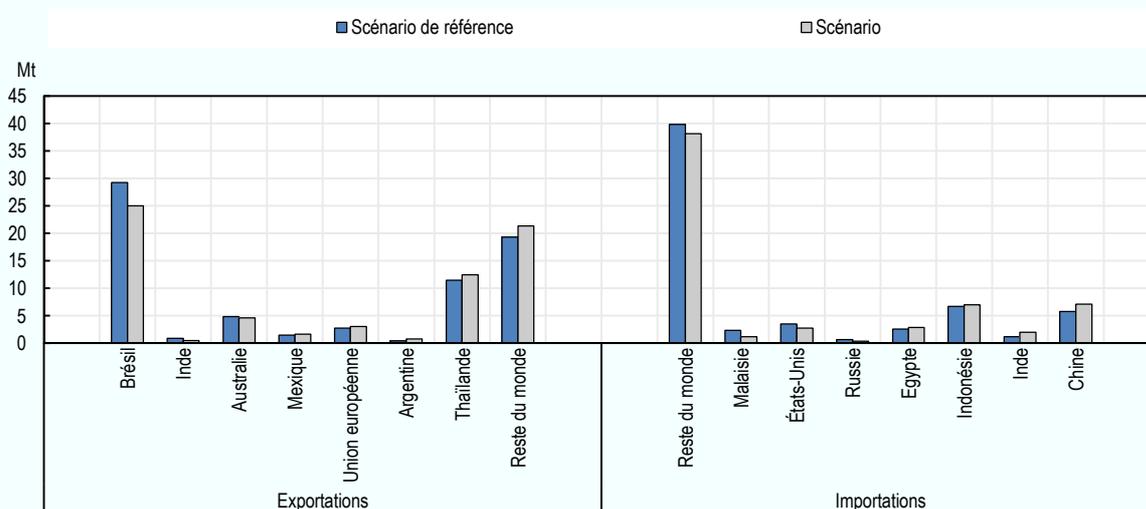
Les résultats de la simulation indiquent une saturation du marché et une chute des prix mondiaux de 21 %, au bout de cette période de cinq ans. En 2025, la consommation de sucre du Brésil se trouverait amputée de 5.4 Mt, celle des États-Unis de 4.4 Mt, et celles du Mexique et de la Thaïlande de moins de 2 Mt chacun. Les pays non concernés par la limite bénéficieront quant à eux de prix plus faibles, mais leur consommation de sucre ne progressera que légèrement (0.9 Mt en 2025), les habitudes des consommateurs ne changeant pas rapidement. À l'échelle mondiale, durant la période couverte par les prévisions, la demande de sucre aura diminué de 10 % en 2025, la consommation de sucre augmentant de 17 Mt au lieu des 38 Mt prévues dans le scénario de référence.

La chute des prix du sucre aura des effets sur le marché mondial du sucre. Du côté des exportations, les pays qui ont besoin de prix élevés pour soutenir les investissements actuels ou à venir devraient perdre des parts de marché (Brésil, Australie) tandis que les pays producteurs efficaces concernés par la limite, qui se sont modernisés, (Thaïlande, Argentine et certains petits pays d'Amérique du Sud) seront avantagés par cette situation. Parmi les pays dotés de capacités de raffinage qui importent du sucre brut et exportent du sucre raffiné, seuls les plus compétitifs parviendront à se maintenir dans la course (Arabie Saoudite), les autres seront confrontés à des difficultés (Bangladesh).

Du côté des importations, en dépit de la chute des prix mondiaux du sucre, les importations se tassent légèrement sous l'effet de différents facteurs. Les pays producteurs déficitaires concernés par la limite voient leurs importations diminuer (Malaisie, Fédération de Russie et États-Unis) tandis que les pays non concernés, en dépit de la baisse des prix du sucre, n'enregistrent qu'une légère hausse de leurs importations de sucre, les préférences des consommateurs ne connaissant guère de changement pendant les cinq années considérées (Chine, Inde et Indonésie). Certains mouvements de substitution seront observés au niveau des produits finaux et de l'allocation des terres dans certains pays producteurs au profit de l'éthanol (Brésil) ou de cultures plus rentables comme les oléagineux (Brésil), l'eucalyptus ou le manioc (Chine).

En termes d'équivalents caloriques, on observera une baisse de l'apport calorique total dans presque tous les pays concernés par la limite. Cela donne à penser que le fléchissement de la consommation de sucre ne sera pas compensé par la hausse de la demande d'autres produits de base inclus dans le modèle.

Graphique 3.3.7. Conséquences pour les échanges de la mise en œuvre des recommandations de l'OMS relatives aux apports de sucre en 2025



Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386412>

1. Les «sucres libres» sont définis par l'OMS comme « les monosaccharides (glucose, fructose) et les disaccharides (saccharose ou sucre de table) ajoutés aux aliments et aux boissons par le fabricant, le cuisinier ou le consommateur, ainsi que les sucres naturellement présents dans le miel, les sirops, les jus de fruits et les jus de fruits à base de concentré ».

Notes

1. A partir du présent rapport, et pour être conforme aux données de l'OIS, les données des quantités de sucre sont exprimées sur une base tel quel (tq), ce qui permet de tenir compte du fait que la différence typique de polarisation entre sucre blanc et sucre brut a diminué.
2. Des accords sur les droits compensateurs et antidumping ont été mis en œuvre en 2015 pour lutter contre les importations excessives de sucre du Mexique, intervenues en 2013, où les deux pays ont affiché des récoltes record, ce qui a fait sensiblement baisser les prix intérieurs. Des mesures de compensation et de soutien ont été prises pour aider les sucriers américains.
3. L'accord de partenariat transpacifique (TPP) qui doit encore être ratifié, crée un marché de 800 milliards de personnes représentant 40 % du PIB mondial. Il s'agit d'un accord de libre-échange entre des pays d'Asie (Japon, Viet Nam, Singapour, Brunei, Malaisie), d'Océanie et d'Amérique du Nord (Canada, États-Unis, Mexique), le Pérou et le Chili.

Tableau 3.A1.3. Projections mondiales du sucre

Année commerciale

		Moyenne 2013-15est	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
MONDE												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	257.0	268.2	271.9	274.2	276.8	278.9	279.7	280.0	280.4	282.1	284.1
Surface	Mha	4.4	4.5	4.5	4.5	4.6	4.6	4.5	4.5	4.5	4.5	4.5
Rendements	t/ha	58.63	58.99	59.79	60.31	60.71	61.16	61.51	61.88	62.28	62.69	63.10
Utilisation en biocarburant	Mt	12.8	12.7	10.0	10.5	10.4	10.4	10.4	9.5	9.5	9.3	9.3
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 811.6	1 850.3	1 875.1	1 908.5	1 943.3	1 976.0	2 009.2	2 046.4	2 083.4	2 118.0	2 151.9
Surface	Mha	26.9	27.2	27.3	27.7	28.0	28.3	28.7	29.1	29.4	29.7	30.0
Rendements	t/ha	67.37	68.08	68.57	68.98	69.41	69.74	70.03	70.42	70.86	71.30	71.73
Utilisation en biocarburant	Mt	374.3	409.5	414.0	420.0	430.3	440.1	448.4	457.1	462.9	471.4	479.0
SUCRE												
Production	Mt tq	170.8	173.7	177.8	181.9	187.2	191.4	194.7	198.8	202.6	206.2	210.0
Consommation	Mt tq	166.8	172.9	175.3	178.2	181.8	185.7	189.6	193.5	197.3	201.0	204.7
Stocks, fin de période	Mt tq	74.5	68.4	67.4	67.5	69.3	71.4	72.9	74.6	76.3	77.9	79.6
Prix, sucre brut ¹	USD/t	323.0	325.3	330.4	337.6	335.8	330.9	334.0	333.1	333.5	337.4	341.9
Prix, sucre raffiné ²	USD/t	408.0	398.6	388.3	402.5	405.8	407.0	406.9	408.8	413.7	419.0	424.5
Price, isoglucose ³	USD/t	539.7	472.1	450.8	457.6	470.1	477.2	476.3	487.7	498.6	500.6	508.3
PAYS DÉVELOPPÉS												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	202.2	210.8	213.5	214.8	216.1	216.9	216.6	215.8	215.1	215.8	216.7
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	78.1	82.9	85.0	86.9	89.2	90.4	90.8	91.0	91.5	92.3	93.1
SUCRE												
Production	Mt tq	39.1	40.2	41.5	41.9	42.6	42.9	43.0	43.2	43.4	43.7	43.9
Consommation	Mt tq	47.6	47.4	47.0	46.7	47.0	47.3	47.5	47.8	48.1	48.3	48.6
Stocks, fin de période	Mt tq	14.1	12.4	12.7	12.9	13.4	13.9	14.2	14.4	14.5	14.5	14.5
ISOGLUCOSE												
Production	Mt	9.5	9.4	10.1	10.3	10.4	10.5	10.7	10.8	10.9	11.0	11.1
Consommation	Mt	8.2	8.1	8.7	8.9	9.0	9.0	9.2	9.2	9.3	9.3	9.3
PAYS EN DÉVELOPPEMENT												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	54.8	57.4	58.4	59.4	60.7	62.0	63.2	64.2	65.3	66.3	67.4
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	1 733.5	1 767.4	1 790.2	1 821.7	1 854.0	1 885.6	1 918.4	1 955.3	1 992.0	2 025.7	2 058.8
SUCRE												
Production	Mt tq	131.8	133.5	136.4	140.0	144.6	148.5	151.7	155.6	159.3	162.6	166.1
Consommation	Mt tq	119.2	125.5	128.3	131.4	134.8	138.4	142.0	145.7	149.2	152.6	156.2
Stocks, fin de période	Mt tq	60.3	56.0	54.7	54.6	55.9	57.5	58.7	60.2	61.8	63.4	65.1
ISOGLUCOSE												
Production	Mt	3.3	3.4	3.4	3.5	3.5	3.6	3.6	3.6	3.7	3.7	3.8
Consommation	Mt	4.1	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	4.7	4.8	4.9	5.0	5.1
OCDE⁴												
BETTERAVE À SUCRE												
Production	Mt	161.3	166.8	169.9	171.1	172.5	173.1	172.7	172.1	171.6	172.0	172.7
CANNE À SUCRE												
Production	Mt	120.3	125.0	126.2	128.0	130.8	132.3	132.5	132.3	132.4	133.0	134.1
SUCRE												
Production	Mt tq	37.9	38.9	40.2	40.6	41.2	41.5	41.6	41.7	41.8	42.0	42.3
Consommation	Mt tq	43.8	43.9	43.4	43.2	43.5	43.8	44.0	44.2	44.5	44.7	44.9
Stocks, fin de période	Mt tq	12.4	11.2	11.3	11.2	11.4	11.7	11.7	11.7	11.6	11.6	11.6
ISOGLUCOSE												
Production	Mt	10.6	10.5	11.1	11.3	11.5	11.6	11.8	11.9	12.0	12.1	12.2
Consommation	Mt	10.3	10.2	10.8	11.1	11.2	11.3	11.5	11.6	11.7	11.9	11.9

Note : Année commerciale : Voir le glossaire terminologique pour les définitions.

Moyenne 2013-15est : Les données pour 2015 sont estimées.

tq : tel quel.

1. Prix mondial du sucre brut, ICE contrat No11 le plus proche, octobre/septembre.
2. Prix du sucre raffiné, contrats futurs No. 407, marché de l'Euronext, Liffe, Londres, octobre/septembre.
3. Prix de gros des Etats-Unis, référence HFCS-55, octobre/septembre.
4. Exclut l'Islande mais comprend l'ensemble des 28 membres de l'Union européenne.

Source : OCDE/FAO (2016), « Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données). doi: dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933386736>



Extrait de :

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025

Accéder à cette publication :

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-fr

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/FAO (2016), « Sucre », dans *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE et celle du Directeur général de la FAO. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres ou celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.